

F. 91 — 2821

[C — 27458]

27 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant la composition et le fonctionnement de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 48;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mai 1991;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par Ministre : le membre de l'Exécutif régional wallon ayant l'Eau dans ses attributions.

Art. 2. La Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution se compose de trois groupes de 12 membres effectifs et 12 membres suppléants chacun :

1. Le premier groupe comprend des membres nommés parmi les candidats présentés par les organisations représentatives de l'industrie, du commerce et des classes moyennes, des agriculteurs et des éleveurs, des travailleurs, à savoir :

- a) 3 représentants de l'Union wallonne des Entreprises;
- b) 2 représentants de l'Entente wallonne des Classes moyennes;
- c) 1 représentant de l'Alliance agricole belge;
- d) 1 représentant des Unions professionnelles agricoles;
- e) 2 représentants de la Fédération générale du Travail de Belgique;
- f) 2 représentants de la Confédération des Syndicats chrétiens;
- g) 1 représentant de la Confédération générale du Syndicat libéral de Belgique.

2. Le deuxième groupe comprend des membres nommés parmi les candidats présentés par les associations de protection de l'environnement, par des organisations représentatives des pêcheurs, par des fédérations de natation et de loisirs nautiques, par les organisations représentatives des consommateurs et par l'association représentative des pouvoirs locaux, à savoir :

- a) 4 représentants d'Inter-Environnement Wallonie;
- b) 1 représentant des Amis de la Terre;
- c) 2 représentants de la Fédération sportive des pêcheurs francophones de Belgique;
- d) 1 représentant de la Ligue francophone de Natation;
- e) 1 représentant de la Fédération sportive de canoë-kayak;
- f) 1 représentant de l'association des consommateurs Test-Achats;
- g) 1 représentant de la Ligue des Familles;
- h) 1 représentant de l'Association des Villes et Communes de Wallonie.

3. Le troisième groupe comprend :

a) 4 représentants d'Aquawal en qualité de représentants des organismes chargés de la production et de la distribution d'eau;

b) 8 représentants des organismes chargés de l'épuration.

Les membres de la Commission doivent être âgés de 18 ans au moins.

Chaque membre ne peut siéger que comme représentant d'un seul organisme, organisation, fédération ou association visé à l'alinéa 1er.

Art. 3. Chacun des organismes, organisations, fédérations ou associations visés à l'article 2 présente au Ministre une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants par mandat conféré. Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Ministre.

Art. 4. Les mandats sont personnels et conférés pour une période de quatre ans. Ils prennent cours le jour de la notification aux intéressés de l'arrêté qui les nomme.

En cas de vacance avant l'expiration du mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours.

Les fonctions de membres de la Commission prennent fin par la perte de la qualité en vertu de laquelle ils ont été nommés. Le Ministre constate cette perte de qualité.

Au terme de la période de quatre ans la Commission est renouvelée aux conditions stipulées aux articles 2 et 3. Les candidatures sont présentées trois mois au moins avant l'échéance du terme. Sauf circonstance exceptionnelle, le Ministre nomme les nouveaux membres au plus tard à la fin de la période susvisée.

Art. 5. En cas de démission ou de décès du président, le vice-président assure la présidence jusqu'à ce que l'Exécutif ait désigné son remplaçant.

En cas de démission ou de décès du vice-président, l'Exécutif désigne son remplaçant qui achève le mandat.

Art. 6. Le siège de la Commission est fixé à Namur.

Art. 7. La Commission est subdivisée en deux sections :

1^o la section « eaux potabilisables », qui est consultée par le Ministre sur les projets d'arrêtés réglementaires pris en exécution du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;

2^o la section « eaux de surface », qui est consultée par le Ministre sur les projets d'arrêtés réglementaires pris en exécution du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

En outre, le Ministre peut consulter chaque section sur tout autre problème ayant trait, selon le cas, aux eaux souterraines ou aux eaux de surface; chaque section peut, d'initiative, donner au Ministre son avis sur ces mêmes problèmes.

L'avis de la section compétente remplace l'avis de la Commission.

Art. 8. Il appartient à chaque groupe visé à l'article 2 de désigner les membres des différentes sections en respectant les compositions qui suivent.

La section « eaux de surface » comprend :

- a) 3 représentants des associations patronales et de classes moyennes;
- b) 1 représentant des associations agricoles;
- c) 2 représentants des syndicats de travailleurs;
- d) 2 représentants des associations de défense de l'environnement;
- e) 3 représentants des associations sportives, dont 2 de la Fédération sportive des pêcheurs francophones de Belgique;
- f) 1 représentant de l'Association des Villes et Communes de Wallonie;
- g) 5 représentants des organismes chargés de l'épuration;
- h) 1 représentant d'Aquawal en qualité de représentant des organismes chargés de la production et de la distribution d'eau.

La section « eaux potabilisables » comprend :

- a) 2 représentants des associations patronales et de classes moyennes;
- b) 1 représentant des associations agricoles;
- c) 3 représentants des syndicats de travailleurs;
- d) 3 représentants des associations de défense de l'environnement;
- e) 1 représentant de Test-Achats;
- f) 1 représentant de la Ligue des Familles;
- g) 1 représentant des associations sportives;
- h) 3 représentants des organismes chargés de l'épuration;
- i) 3 représentants d'Aquawal en qualité de représentants des organismes chargés de la production et de la distribution d'eau.

Art. 9. Le bureau de la Commission est composé du président, du vice-président et d'un représentant désigné par chaque groupe visé à l'article 2.

Le bureau organise les travaux de la Commission, répartit le travail entre les sections, assure la conduite du secrétariat et gère le budget annuel alloué au fonctionnement de la Commission.

Chaque année, le Ministre arrête le projet de budget de la Commission. Le projet de budget est limité aux frais de la Commission, aux frais de déplacement des membres et aux frais d'audition des experts.

Art. 10. Le secrétariat de la Commission et des sections est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le secrétaire et ses adjoints éventuels sont désignés par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le secrétaire ou l'un de ses secrétaires adjoints assiste aux réunions de la Commission, du Bureau, des sections auprès desquels il assume la fonction de rapporteur.

Le secrétaire réunit la documentation utile aux travaux de la Commission et remplit toutes les missions nécessaires au bon fonctionnement de celle-ci.

Art. 11. La Commission et la section se réunissent sur convocation du président qui fixe l'ordre du jour. La Commission se réunit en séance plénière au moins une fois l'an et pour l'approbation du rapport d'activité.

Le président est tenu de réunir la Commission ou les sections dans les quinze jours de la demande d'avis.

Art. 12. La Commission établit un rapport annuel d'activité qu'elle présente au Ministre. L'activité de chaque section est distinguée dans le rapport.

Art. 13. Le directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement ou les délégués qu'il désigne présentent à la Commission ou à la section les projets qui lui sont soumis.

Ils assistent avec voix consultative à toutes les réunions.

Art. 14. Tout participant aux réunions de la Commission ou des sections bénéficie des remboursements des frais de déplacement suivant les modalités prévues par les arrêtés royaux du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères et du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Les membres de la Commission sont assimilés pour l'application des arrêtés précités aux agents de rang 15, leurs fonctions n'étant pas rémunérées pour le surplus.

Art. 15. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Ministre.

Ce règlement doit notamment prévoir :

- 1° le mode de convocation et de délibération;
- 2° les formes de présentation de l'avis;
- 3° la périodicité des réunions;
- 4° la procédure d'audition éventuelle des experts;
- 5° la désignation des présidents de séance pour chaque section;
- 6° les règles de participation aux séances.

Art. 16. Lorsque l'avis porte sur des projets d'arrêtés réglementaires, celui-ci doit être donné dans le délai de quarante jours.

Pour toute autre question relative à la protection des eaux, un délai peut être fixé par le Ministre.

L'avis est transmis par le Président au Ministre qui juge de la publicité qu'il convient d'assurer aux avis donnés par la Commission et les sections.

Art. 17. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juin 1986 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission consultative pour la protection des eaux de surface contre la pollution, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 février 1991, est abrogé.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 juillet 1991.

Art. 19. Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 juin 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 2821

[C — 27456]

27. JUNI 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, besonders des Artikels 48;

Aufgrund des am 22. Mai 1991 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den lokalen Behörden, den bezuschussten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter Minister : das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört.

Art. 2. Der beratende Ausschuß für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung besteht aus drei Gruppen von jeweils 12 effektiven Mitgliedern und 12 Ersatzmitgliedern :

1° Die erste Gruppe umfasst Mitglieder, die unter den Kandidaten ernannt werden, die von den Organisationen, die die Industrie, den Handel und den Mittelstand, die Landwirte und die Züchter, die Arbeitnehmer vertreten, vorgeschlagen werden und zwar :

- a) 3 Vertreter der Wallonischen Union der Betriebe;
- b) 2 Vertreter der Wallonischen Mittelstandsvereinigung;
- c) 1 Vertreter der Belgischen Landwirtschaftsallianz;
- d) 1 Vertreter der Landwirtschaftlichen Berufsverbände;
- e) 2 Vertreter des Allgemeinen Belgischen Gewerkschaftsbundes;
- f) 2 Vertreter des Zentralverbands der Christlichen Gewerkschaften;
- g) 1 Vertreter der Allgemeinen Zentrale der Liberalen Gewerkschaften Belgiens.

2° Die zweite Gruppe umfasst Mitglieder, die unter die Kandidaten ernannt werden, die von den Umweltschutzvereinigungen, von Organisationen, die die Fischer vertreten, von den Verbänden für Schwimmsport und Wassersport und von den Organisationen, die die Verbraucher vertreten, und von der Organisation, die die lokalen Behörden vertreten, vorgeschlagen werden, und zwar :

- a) 4 Vertreter der « Inter-Environnement Wallonie »;
- b) 1 Vertreter der « Amis de la Terre »
- c) 2 Vertreter des Sportverbands der französischsprachigen Fischer Belgiens;
- d) 1 Vertreter des französischsprachigen Schwimmbundes;
- e) 1 Vertreter des Sportverbands für Kanu und Kayak;
- f) 1 Vertreter der Verbrauchervereinigung « Test-Achats »;
- g) 1 Vertreter des Bundes der Familien;
- h) 1 Vertreter der Vereinigung der Städte und Gemeinden Walloniens.

3° Die dritte Gruppe umfasst :

a) 4 Vertreter von Aquawal als Vertreter der Einrichtungen, die mit der Aufbereitung und der Versorgung von Wasser beauftragt sind;

b) 8 Vertreter der Einrichtungen, die mit der Klärung beauftragt sind.

Die Mitglieder des Ausschusses müssen mindestens 18 Jahren alt sein.

Jedes Mitglied darf nur als Vertreter einer einzigen Einrichtung, Organisation, Vereinigung oder eines einzigen Verbandes, die im 1. Absatz erwähnt sind, sitzen.

Art. 3. Alle Einrichtungen, Organisationen, Verbände oder Vereinigungen, die in Artikel 2 erwähnt sind, legen dem Minister pro erteiltes Mandat eine doppelte Liste von effektiven Kandidaten und von Ersatzkandidaten vor. Die effektiven Mitglieder und die Ersatzmitglieder werden vom Minister ernannt

Art. 4. Die Mandate sind persönliche Mandate und werden für eine Dauer von vier Jahren erteilt. Sie beginnen am Tag, an dem den Betreffenden der Erlaß zur Ernennung der Mitglieder des Ausschusses zugestellt wird.

Wenn ein effektives Mandat vor seinem Ablauf frei wird, beendet das Ersatzmitglied das laufende Mandat.

Die Ämter der Ausschussmitglieder enden durch den Verlust der Eigenschaft, aufgrund deren sie ernannt worden sind. Der Minister stellt der Verlust der Eigenschaft fest.

Am Ende der vierjährigen Periode wird der Ausschuss unter den in den Artikeln 2 und 3 bestimmten Bedingungen erneuert.

Die Kandidaturen werden mindestens drei Monate vor Ablauf des Mandats vorgelegt. Außer in Falle eines außergewöhnlichen Umstandes ernannt der Minister die neuen Mitglieder spätestens am Ende der obenerwähnten Periode.

Art. 5. Im Falle des Rücktritts oder des Todes des Präsidenten führt der Vizepräsident des Vorsitz, bis die Exekutive seinen Stellvertreter ernannt hat.

Im Falle des Rücktritts oder des Todes des Vizepräsidenten ernannt die Exekutive seinen Stellvertreter, der das Mandat beendet.

Art. 6. Der Sitz des Ausschusses ist in Namur festgelegt.

Art. 7. Der Ausschuss ist in zwei Abteilungen eingeteilt :

1° die Abteilung « Aufbereites Wasser », die vom Minister über die Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter, die im Durchführung des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser verordnet werden, zu Rate gezogen wird.

2° die Abteilung « Oberflächenwasser », die vom Minister über die Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter, die im Durchführung des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers verordnet werden, zu Rate gezogen wird.

Der Minister darf außerdem jede Abteilung über irgendwelche Frage bezüglich des Grundwassers bzw. des Oberflächenwassers zu Rate ziehen; jede Abteilung kann aus eigener Initiative dem Minister ihr Gutachten über dieselben Problemen geben.

Das Gutachten der Abteilung ersetzt das Gutachten des Ausschusses.

Art. 8. Die Mitglieder einer jeden Gruppe, so wie sie in Artikel 2 erwähnt sind, wählen die Vertreter der verschiedenen Abteilungen unter Berücksichtigung folgender Zusammensetzungen :

Die Abteilung « Oberflächenwasser » umfasst :

- a) 3 Vertreter der Vereinigungen der Arbeitgeber und des Mittelstandes;
- b) 1 Vertreter der landwirtschaftlichen Vereinigungen;
- c) 2 Vertreter der Gewerkschaften der Arbeitnehmer;
- d) 2 Vertreter der Umweltschutzvereinigungen;
- e) 3 Vertreter der Sportverbände, davon zwei des Sportverbands der französischsprachigen Fischer Belgiens;
- f) 1 Vertreter der Vereinigung der Städte und Gemeinden Belgiens;
- g) 5 Vertreter der Vereinigungen für die Klärung;
- h) 1 Vertreter von Aquawal als Vertreter der Einrichtungen, die mit der Aufbereitung und der Versorgung von Wasser beauftragt sind.

Die Abteilung « Aufbereites Wasser » umfasst :

- a) 2 Vertreter der Vereinigungen der Arbeitgeber und des Mittelstandes;
- b) 1 Vertreter der landwirtschaftlichen Vereinigungen;
- c) 3 Vertreter der Gewerkschaften der Arbeitnehmer;
- d) 3 Vertreter der Umweltschutzvereinigungen;
- e) 1 Vertreter der Verbrauchervereinigung «Test-Achats»;
- f) 1 Vertreter des Bundes der Familien;
- g) 1 Vertreter der Sportverbände;
- h) 3 Vertreter der Vereinigungen für die Klärung;
- i) 3 Vertreter von Aquawal als Vertreter der Einrichtungen, die mit der Aufbereitung und der Versorgung von Wasser beauftragt sind.

Art. 9. Das Präsidium des Ausschusses besteht aus dem Präsident, dem Vizepräsident und einem Vertreter, die von jeder in Artikel 2 erwähnten Gruppe bezeichnet wird.

Das Präsidium organisiert die Arbeiten des Ausschusses, teilt die Arbeit unter die Abteilungen auf, sorgt für die Führung des Sekretariats und verwaltet den jährlichen Betriebshaushalt des Ausschusses.

Jedes Jahr setzt der Minister den Betriebshaushalt des Ausschusses fest. Der Haushalt ist auf die Kosten des Ausschusses, auf die Fahrtkosten der Mitglieder und die Kosten für die Anhörung der Sachverständigen begrenzt.

Art. 10. Das Sekretariat des Ausschusses und der Abteilungen wird gemäß Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region, geführt.

Der Sekretär und seine eventuellen Beigeordneten werden vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region bezeichnet.

Der Sekretär oder einer seiner beigeordneten Sekretäre wohnt den Versammlungen des Ausschusses, des Präsidium, der Abteilungen bei, bei denen er das Amt des Berichterstatters ausübt.

Der Sekretär stellt die Dokumentation zusammen, die für die Arbeiten des Ausschusses nützlich ist, und erfüllt alle Aufgaben, die erforderlich sind, damit dieser Ausschuss reibungslos arbeiten kann.

Art. 11. Der Ausschuss und die Abteilung versammeln sich auf Einberufung durch den Präsident, der die Tagesordnung festlegt. Mindestens einmal im Jahr und für die Genehmigung des Tätigkeitsberichts tagt der Ausschuss in Vollversammlung.

Der Präsident ist verpflichtet, den Ausschuss oder die Abteilung innerhalb fünfzehn Tagen nach der Anforderung zusammenzurufen.

Art. 12. Der Ausschuss erstellt einen jährlichen Tätigkeitsbericht, den er dem Minister vorlegt. In diesem Bericht wird die Tätigkeit einer jeder Abteilung einzeln festgehalten.

Art. 13. Der Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt oder die Stellvertreter, die er bezeichnet, stellt dem Ausschuss oder der Abteilung die zu ihm vorgelegten Entwürfe.

Sie wohnen mit beratenden Stimme jede Versammlung bei.

Art. 14. Jeder Teilnehmer an den Versammlungen des Ausschusses oder der Abteilungen erhält Vergütungen für die Fahrtkosten gemäß den Modalitäten, die im Königlichen Erlaß vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für Aufenthaltskosten der Mitglieder des Personals der Ministerien und im Königlichen Erlaß vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten vorgesehen sind.

Die Mitglieder des Ausschusses werden für die Anwendung der vorerwähnten Erlasse den Bediensteten des Ranges 15 gleichgestellt, da sie ihr Amt im übrigen ohne Entgelt ausüben.

Art. 15. Der Ausschuss gibt sich eine Geschäftsordnung und legt sie dem Minister zur Genehmigung vor. In dieser Ordnung ist insbesondere folgendes vorzusehen :

- 1° die Form der Einberufung und der Beschlussfassung;
- 2° die Formen der Abfassung des Gutachtens;
- 3° die Häufigkeit der Versammlungen;
- 4° das Verfahren für eventuelle Anhörungen von Sachverständigen;
- 5° die Bezeichnung der Sitzungspräsidenten für jede Abteilung;
- 6° die Regeln für die Teilnahme an den Sitzungen.

Art. 16. Wenn das Gutachten Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter betrifft, muß dieses innerhalb vierzig Tagen abgegeben werden.

Für jegliche andere Frage bezüglich des Schutzes des Wassers kann vom Minister eine Frist festgelegt werden.

Der Präsident leitet das Gutachten an den Minister weiter, der über die öffentliche Bekanntmachung der von dem Ausschuss und den Abteilungen abgegebenen Gutachten entscheidet.

Art. 17. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juni 1986 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Februar 1991 abgeändert worden ist, wird aufgehoben.

Art. 18. Der vorliegende Erlaß tritt am 29. Juli 1991 in Kraft.

Art. 19. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Juni 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den lokalen Behörden,
den bezuschussten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

VERTALING

N. 91 — 2821

[C — 27456]

27 JUNI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de samenstelling van de Adviescommissie voor de bescherming van het water tegen de verontreiniging

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 over de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 48;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 mei 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse zaken, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder Minister : het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid het Water behoort.

Art. 2. De Adviescommissie voor de bescherming van het water tegen de verontreiniging bestaat uit drie groepen van elke twaalf werkende leden en twaalf plaatsvervangers :

1° De eerste groep omvat leden benoemd onder de kandidaten voorgedragen door de organisaties die representatief zijn voor de industrie, de handel en de middenstand, de landbouwers en veehouders, de werknemers, te weten :

- a) 3 vertegenwoordigers van de « Union wallonne des Entreprises »;
- b) 2 vertegenwoordigers van de « Alliance agricole belge »;
- c) 1 vertegenwoordiger van de « Unions professionnelles agricoles »;
- d) 2 vertegenwoordigers van de « Algemeen Belgisch Vakverbond »;
- e) 2 vertegenwoordigers van de « Christelijke Arbeiderscentrale »;
- f) 1 vertegenwoordiger van de « Algemene Confederatie van het Liberaal Vakbond van België ».

2° De tweede groep bestaat uit de leden benoemd onder de kandidaten voorgedragen door de verenigingen ter bescherming van het leefmilieu, de organisaties die representatief zijn voor de vissers, de federaties voor zwemsport en vrijetijdsbesteding in de sektor van de watersport en de organisaties die representatief zijn voor de verbruikers en die welke voor de lokale besturen representatief is, te weten :

- a) 4 vertegenwoordigers van « Inter-Environnement Wallonie »;
- b) 1 vertegenwoordiger van de « Amis de la Terre »;
- c) 2 vertegenwoordigers van de « Fédération sportive des pêcheurs francophones de Belgique »;
- d) 1 vertegenwoordiger van de « Ligue francophone de Natation »;
- e) 1 vertegenwoordiger van de « Fédération sportive de canoë-kayak »;
- f) 1 vertegenwoordiger van de verbruikersvereniging « Test-Achats »;
- g) 1 vertegenwoordiger van de « Ligue des Familles »;
- h) 1 vertegenwoordiger van de « Association des Villes et Communes de Wallonie ».

3° De derde groep omvat :

a) 4 vertegenwoordigers van Aquawal als vertegenwoordigers van de instellingen belast met waterproductie en -voorziening;

b) 8 vertegenwoordigers van de instellingen belast met waterzuivering.

De leden van de Commissie moeten minimum 18 jaar oud zijn.

Elk lid kan alleen in één van de in het eerste lid bedoelde instelling, organisatie, federatie of verenigingen als vertegenwoordiger zetelen.

Art. 3. Elke instelling, organisatie, federatie of vereniging bedoeld in artikel 2 legt aan de Minister voor een dubbele lijst van kandidaten-werkend lid en van kandidaten-plaatsvervanger per toegewezen mandaat. De werkende en plaatsvervangende leden worden benoemd door de Minister.

Art. 4. De mandaat zijn persoonlijk en toegewezen voor een termijn van vier jaar. Zij gaan in vanaf de dag waarop het benoemingsbesluit aan de betrokkenen wordt bekendgemaakt.

Bij vacature voor het einde van een werkend mandaat beëindigt de plaatsvervanger het lopende mandaat.

De functies van leden van de Commissie eindigen door het verlies van de hoedanigheid waarvoor zij werden benoemd. De Minister stelt dit verlies van hoedanigheid vast.

Aan het einde van de periode van vier jaar wordt de Commissie hernieuwd overeenkomstig de in de artikelen 2 en 3 voorgeschreven voorwaarden. De kandidaatstellingen worden ingediend ten minste drie maanden vóór het einde van de periode. Behoudens uitzonderlijke omstandigheden worden de nieuwe leden door de Minister benoemd uiterlijk op het verstrijken van de hierboven bedoelde periode.

Art. 5. In geval van ontslagname of overlijden van de voorzitter wordt het voorzitterschap door de ondervoorzitter verzekerd totdat de Executieve zijn plaatsvervanger heeft aangewezen.

Art. 6. De zetel van de Commissie is gevestigd te Namen.

Art. 7. De Commissie wordt ingedeeld in 2 afdelingen :

1° de afdeling « water dat tot drinkbaar water kan verwerkt worden » die door de Minister geraadpleegd wordt voor de ontwerpen van reglementaire besluiten genomen in uitvoering van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van water tot drinkbaar water kan verwerkt worden;

2° de afdeling « oppervlaktewater » die door de Minister geraadpleegd wordt voor de ontwerpen van reglementaire besluiten genomen in uitvoering van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging.

De Minister kan bovendien elke afdeling raadplegen over elk ander probleem betreffende, volgens het geval, het ondergronds- of het oppervlaktewater; elke afdeling kan op initiatief zijn advies over diezelfde problemen aan de Minister geven.

Het advies van de bevoegde afdeling vervangt het advies van de Commissie.

Art. 8. Elke in artikel 2 bedoelde groep dient de leden van de verschillende afdelingen aan te wijzen met inachtneming van de volgende samenstellingen.

De afdeling « oppervlaktewater » bestaat uit :

a) 3 vertegenwoordigers van de werkgeversverenigingen;

b) 1 vertegenwoordiger van de landbouwverenigingen;

c) 2 vertegenwoordigers van de werknemersvakbonden;

d) 2 vertegenwoordigers van de verenigingen ter bescherming van het leefmilieu;

e) 3 vertegenwoordigers van de sportverenigingen waarvan 2 van de « Fédération sportive des pêcheurs francophones de Belgique »;

f) 1 vertegenwoordiger van Aquawal in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de instellingen belast met waterproductie en -voorziening

De afdeling « water dat tot drinkbaar water kan verwerkt wordt » bestaat uit :

a) 2 vertegenwoordigers van de werkgeversverenigingen;

b) 1 vertegenwoordiger van de landbouwverenigingen;

c) 3 vertegenwoordigers van de werknemersvakbonden;

d) 3 vertegenwoordigers van de verenigingen ter bescherming van het leefmilieu;

e) 1 vertegenwoordiger van de verbruikersvereniging « Test-Achats »;

f) 1 vertegenwoordiger van de « Ligue des Familles »;

g) 1 vertegenwoordiger van de sportverenigingen;

h) 3 vertegenwoordigers van de instellingen belast met waterzuivering;

i) 3 vertegenwoordigers van Aquawal in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de instellingen belast met waterproductie en -voorziening

Art. 9. Het bureau van de Commissie bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en uit een ieder van de in artikel 2 bedoelde groepen aangewezen vertegenwoordiger.

Het bureau regelt de werkzaamheden van de Commissie, verdeelt het werk onder de afdelingen, verzekert het bestuur van de secretariaat en beheert de voor de werking van de Commissie toegekende jaarlijkse begroting.

Elk jaar stelt de Minister het ontwerp van werkingsbegroting van de Commissie vast. De begrotingsontwerp wordt beperkt tot de kosten van de Commissie, de reiskosten van de leden en de kosten voor het horen van deskundigen.

Art. 10. De secretariaat van de Commissie en van de afdelingen wordt waargenomen overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 houdende wijziging, wat de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en houdende inrichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De secretaris en zijn eventuele adjuncten worden aangewezen door de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De secretaris of één van zijn adjunct-secretarissen woont de vergaderingen van de Commissie, het bureau, de afdelingen bij waarin hij het ambt van verslaggever uitoefent.

De secretaris verzamelt de documentatie die voor de werkzaamheden van de Commissie nodig is en vervult alle opdrachten die voor de goede werking ervan noodzakelijk zijn.

Art. 11. De Commissie en de afdeling komen bijeen op oproeping van de voorzitter die de dagorde vaststelt. De Commissie komt in plenaire vergadering bijeen minstens éénmaal per jaar en voor de goedkeuring van het activiteitenverslag.

De voorzitter dient de Commissie of de afdelingen bijeen te roepen binnen vijftien dagen na de adviesaanvraag.

Art. 12. De Commissie maakt een jaarlijks activiteitenverslag op dat zij aan de Minister voorlegt.

Art. 13. De Algemene Directeur van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of de door hem aangewezen afgevaardigden dienen bij de Commissie of de afdeling de ontwerpen in die hem wordt voorgelegd.

Zij wonen alle vergaderingen bij met raadgevende stem.

Art. 14. Ieder deelnemer aan de vergaderingen van de Commissie of van de afdelingen geniet de terugbetaling van zijn reiskosten overeenkomstig de modaliteiten voorzien door de koninklijke besluiten van 24 december 1984 tot vaststelling van de vergoeding wegens verblijfskosten van de personeelsleden der Ministeries en van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

De leden van de Commissie worden voor de toepassing van voornoemde besluiten gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15, hoewel hun ambt anderzijds niet bezoldigd is.

Art. 15. De Commissie maakt haar inwendig reglement van orde op dat zij ter goedkeuring aan de Minister voorlegt.

Dit reglement moet inzonderheid bepalen :

- 1° de wijze van oproeping en van beslissing;
- 2° de vormen inzake inkleding van de adviezen;
- 3° de periodiciteit van de vergaderingen;
- 4° de procedure inzake eventueel horen van deskundigen;
- 5° de aanwijzing van de vergaderingsvoorzitter voor elke afdeling;
- 6° de regels inzake deelneming aan de vergaderingen.

Art. 16. Wanneer het advies op ontwerpen van reglementaire besluiten betrekking heeft, moet dit advies binnen een termijn van veertig dagen verstrekt worden.

Voor elke andere kwestie betreffende de productie van water kan een termijn vastgesteld worden door de Minister.

Het advies wordt door de Voorzitter aan de Minister gestuurd die oordeelt over de openbaarheid die aan de door de Commissie en de afdelingen uitgebrachte adviezen moet gegeven worden.

Art. 17. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juni 1986 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 februari 1991, wordt opgeheven.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 29 juli 1991.

Art. 19. De Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 27 juni 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

**18 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, III, 4°;

Vu le décret budgétaire du 20 décembre 1990 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1991, partie Ministère de la Région wallonne, et notamment l'article 50.01.01, de la section 13 du titre II intitulé « Subventions au secteur autre que public »;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 18 juin 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

Arrêté :

Article 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, la Région wallonne attribue une subvention à la régénération d'espèces feuillues.

Les personnes de droit public de nationalité étrangère sont assimilées à des propriétaires particuliers et peuvent bénéficier de la subvention pour des parcelles situées en Région wallonne.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage.

Ne donne pas lieu à l'octroi de la subvention, la régénération de terrains qui sont soumis au régime forestier, de terrains dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la division de la nature et des forêts du Ministère de la Région wallonne, ou de terrains appartenant à des personnes de droit public.